

71. vol d'identité national

Le programme national de vol d'identité

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons décrit en termes généraux les nombreux régimes de substitution qui ont été impliqués dans la mauvaise administration de notre gouvernement à partir de 1860.

(1) Abraham Lincoln a substitué son poste privé à titre de «président» d'une société d'État britannique faisant des affaires sous le nom de «États-Unis d'Amérique, incorporé» au bureau public du président des États-Unis d'Amérique.

(2) Les organisations commerciales territoriales britanniques se sont substituées aux États-Unis, tels que l'État de New York, et ont poussé les gens à créer de nouvelles constitutions de l'État d'État sous la couleur du droit et de la force des armes pour accélérer ce régime.

(3) Les États étaient appelés "États confédérés" et plus tard simplement déformés en tant qu'États.

Partout, les responsables de ces crimes et usurpations se sont efforcés de dire que ces fraudes étaient connues et que notre population acceptait volontairement ces changements et d'autres au mépris flagrant de notre propre intérêt.

Nous avons cherché longtemps et durement à trouver des preuves que ces changements et d'autres ont été annoncés et entièrement divulgués et acceptés par le grand public; aucune campagne éducative de ce type n'est en preuve, ni aucune preuve d'un référendum public ou d'un processus électoral similaire. Toutes ces nouvelles définitions ont simplement été imposées au grand public à leur insu ou sans leur consentement.

Ce processus de redéfinition, de réétiquetage et de substitution s'est produit dans différentes circonstances et décennies avant ce qui s'est passé en Australie et dans d'autres pays, mais nous pouvons observer le même processus au travail et les mêmes méthodes utilisées pour tromper le public et permettre aux forces territoriales britanniques de usurper les gouvernements légaux dans tout le Commonwealth et plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, la même chose a été faite aux pays européens occupés et au Japon.

Dans tous les cas, ces substitutions ont abouti à National IdentityTheft. Les auteurs de la Corporation municipale responsables ont obtenu un accès non autorisé au crédit appartenant aux

gouvernements légaux, et les banques complices l'ont accepté.

Tout cela se traduit par le même processus exact de vol d'identité par usurpation d'identité que les pirates modernes de cartes de crédit utilisent pour accéder à un crédit qui ne leur appartient pas. Le pirate fait semblant d'être le titulaire du compte, et jusqu'à ce que le voleur soit attrapé, s'en tire en accusant tout ce qu'il veut contre le compte de la victime.

De la même manière, la Scottish Commercial Corporation faisant affaire sous le nom de "États-Unis d'Amérique" --- Incorporated, a usurpé l'identité de notre Fédération des États et a obtenu un accès non autorisé et illégal à nos comptes de crédit.

Au fil de l'histoire, nous constatons que notre Fédération des États ne devait jamais de dettes et que même les dettes de la République fédérale ont été entièrement remboursées par l'administration d'Andrew Jackson, laissant ce pays et son sous-traitant fédéral américain sans dette à partir de 1837.

Nous étions également dangereusement à la dérive, principalement parce que ses politiques budgétaires étaient aussi saines que ses politiques budgétaires, notre septième président était un homme relativement ignorant. Andrew Jackson a embrassé Tory Democracy - le même parti politique qui devait lancer Benjamin Disraeli au pouvoir en Grande-Bretagne - et le même parti qui était responsable de l'émancipation universelle.

Bien que les victimes ne puissent pas le savoir, l'émancipation qui leur était offerte était identique à l'émancipation des entreprises.

Comme nous l'avons vu, bien que l'émancipation et le droit de vote semblent être une bonne chose, il s'agit en fait d'une dégradation non divulguée du statut politique.

Les personnes qui se sont inscrites pour voter ont perdu leur capacité d'agir en tant qu'électeurs et ont semblé donner volontairement leurs services et leurs biens immobiliers au gouvernement territorial britannique qui était déjà organisé comme une démocratie; ils sont également devenus des sujets de la reine.

C'est ainsi et pourquoi des générations d'écoliers américains ont appris que leur pays est une démocratie - alors que ce n'est pas le cas. C'est pourquoi vous entendez des politiciens à Washington, DC, bavarder sans cesse sur leur démocratie et leurs menaces pour notre démocratie, etc.

Rien de tout cela n'a jamais été divulgué aux victimes, rendant toutes ces relations et obligations présumées nulles et non avenues faute de divulgation.

Il n'y a pas de démocratie américaine. Il n'y a qu'une démocratie territoriale britannique agissant en tant que sous-traitant d'une société municipale de notre gouvernement américain.

Comme le berceau arraché impliqué dans les escroqueries de Dead Baby, l'enregistrement des électeurs et les escroqueries de la démocratie américaine visent tous le vol d'identité et la conversion illégale et non divulguée du statut politique et de la propriété des actifs.

Notre gouvernement américain est et a toujours été de nature républicaine, et ce n'est une référence à aucun parti politique; c'est une référence à la structure et au type de gouvernement que le peuple américain pratique et ordonne - avec notre gouvernement à tous les niveaux chargé de servir et de protéger les droits et les biens des individus, pas des personnes.

La démocratie vise l'égalité au détriment de l'individu, tandis que les États républicains adoptent l'égalité devant la loi et protègent l'individu.

C'est la démocratie territoriale britannique et ses États-Unis. Citizenry qui a été responsable des conflits mercenaires quasi constants que les États-Unis. Les services armés sont impliqués, et cela a été caché au peuple américain et au reste du monde pendant des décennies.

Les habitants de ce pays et, en effet, même les hommes et les femmes employés par ces services, ne savaient pas qu'ils étaient employés à titre mercenaire - et qu'ils se battaient sans cesse - non pas pour la liberté ou pour une cause juste, mais pour le gain commercial et les intérêts commerciaux de ces sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia.

De plus, par des pratiques de redéfinition plus pratiques et plus égoïstes, le sens du mot "défense" a été joué, de sorte qu'il est méconnaissable de son intention et de sa signification dans les Constitutions fédérales, où il signifie clairement et sans équivoque la défense de ce pays, pas la défense de leurs sociétés.

Des milliards de dollars et des millions de vies ont été dépensés au cours des 160 dernières années et plus, nous défendant prétendument dans des endroits comme le Mali et la Bosnie qui ne représentaient aucune menace pour nous, mais qui représentaient des menaces ou des avantages d'une certaine sorte pour les intérêts commerciaux de ces sociétés criminelles. Sociétés municipales.

Nous devons être très clairs sur qui sont les propriétaires réels et dont la défense est sous contrat et exactement ce que cela signifie. Ce sont nos frontières et la sécurité de nos États et de nos citoyens qui sont sous contrat, ni plus ni moins. Toutes les autres dépenses que ces escrocs se sont appropriées illégalement et illégalement, et qu'ils ont utilisées à d'autres fins non contractuelles et non consensuelles sont logiquement leurs coûts de faire des affaires et n'ont rien à voir avec nous.

Nous ne devons pas être blâmés ni inculpés pour l'opportunisme et la criminalité de ces sous-traitants, et nous ne devons pas nous confondre avec eux dans l'esprit du public dans ce pays ou ailleurs. Il en va de même pour le sous-traitant municipal géré par la ville.

Pas de cachette derrière nos jupes. Nous n'avons pas approuvé et nos contrats ne permettent pas l'invasion de la Libye, de l'Irak ou de tout autre pays. Nous n'avons garanti aucun pouvoir de guerre à ces sous-traitants pour agir en notre nom dans des juridictions internationales ou mondiales, et nous ne nous attendons pas à ce que nos bons noms soient traînés dans la boue ou que notre crédit soit utilisé pour financer la violence et l'opportunisme commercial.

Peu nous importe depuis combien de temps nous dormons, faisant confiance à ces yahoos pour faire leur travail et suivre leurs contrats; la fraude et l'abus de confiance n'ont pas de délai de prescription pour les poursuites et les entités souveraines n'ont aucune obligation de faire rapport

à leurs employés.

Le travail de ces sous-traitants municipaux est de défendre notre terre et notre peuple et rien d'autre; ils ne sont pas chargés de défendre leur propre intérêt commercial à nos dépens.

Ces sociétés municipales et leurs opérations sont sans équivoque la responsabilité des autres directeurs impliqués dans leur création et leur administration, et en fin de compte, ces deux sociétés municipales appartiennent au pape, qui a le droit et la responsabilité, en vertu de la loi ecclésiastique, de liquider ces sociétés pour s'engager dans des activités illégales, illégales et immorales.

Nous souhaitons que les sous-traitants municipaux et les banques soient tenus responsables et que les actifs qui sont légalement les nôtres soient restitués à notre administration sans autre excuse ni obscurcissement.

Nous souhaitons que le crédit provenant de nos actifs, y compris notre travail, nous soit rendu et à notre administration sans autre excuse ni obscurcissement.

Nous souhaitons une comptabilité compétente séparant les dettes privées de ces sociétés municipales de nos frais de service public.

Nous souhaitons que les faillites de ces sociétés municipales fassent l'objet d'une enquête pour fausse déclaration frauduleuse et dépouillement d'actifs antérieur.

Nous souhaitons que les banques qui ont permis à ces sociétés municipales privées d'utiliser nos comptes sans notre autorisation et qui ont servi à bloquer notre propre accès à nos actifs et à notre crédit, soient complètement rééduquées et redirigées --- et liquidées comme complices s'ils ne réforment pas immédiatement leurs opérations.

Nous souhaitons que toutes les présomptions légales contre notre peuple et contre nos intérêts matériels et intellectuels en matière de propriété soient abandonnées et que des preuves tangibles de contrats de citoyenneté étrangère connus, volontaires, volontaires et pleinement divulgués soient inscrites au dossier de preuve public du tribunal dans toutes les affaires judiciaires. impliquant des Américains des États-nations de l'Union appelés États-Unis.

Nous souhaitons que les contrats susmentionnés et toute preuve de leur validité et de leur existence soient présentés en copies complètes, complètes et correctes à tout Américain né dans les États de l'Union ou ayant été naturalisé dans ce pays sans exception, et présenté à nouveau chaque fois que ces personnes sont adressées par un tribunal étranger pour quelque raison que ce soit.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

12 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee